

La manifestation des médecins sur la Place fédérale, le 1^{er} avril, a été un véritable séisme dans le paysage politique sanitaire suisse!

Dans la foulée, le ralliement impromptu de plusieurs politiciens de haut rang au maintien de l'obligation de contracter pour les (seuls) médecins de premier recours pose une question nouvelle: est-ce une véritable évolution politique, ou cela fait-il partie de ces manœuvres qui tentent, régulièrement, de diviser le corps médical?

Nous avons eu un exemple de ce genre de tentatives lorsque le Conseil fédéral a voulu jouer les assistants contre les médecins installés, avec le marché «clause du besoin contre obligation de contracter»; l'ASMAC s'était alors refusée à ce petit jeu avec une maturité à laquelle il faut rendre hommage.

La nécessité de faire cause commune et de se soutenir les un-es les autres va évidemment continuer à concerner une quantité de points essentiels: en ce qui concerne plus spécifiquement la médecine de premier recours on peut citer la formation (par exemple, menace de raccourcir la formation des généralistes à quatre ans), ou le cata-

logue des prestations (urgences, laboratoire, défense du droit à faire tous les actes techniques appris, ECG d'effort, tests fonctionnels, etc.), ou encore le domaine tarifaire (rémunération identique pour tous, pour un acte donné).

Reste que si les autorités politiques commencent à évoluer au sujet de l'obligation de contracter, nous allons pouvoir ré-entrer en dialogue à ce sujet; la FMH a déjà fait d'importantes propositions dans ce sens il y a 18 mois; assurément, nous allons reprendre ces projets, les adapter à l'évolution politique des derniers mois, ... et réintervenir dans le débat avec des idées fortes, actuelles et constructives.

Et ces projets seront ceux de tout le corps médical!

Pour illustrer ces propos, le plus logique était de donner la parole directement au président de la SSMG – nous le remercions chaleureusement de sa contribution au débat.

Jacques de Haller, président de la FMH

L'appel a été entendu

Les signes ne trompaient pas [1] et l'appel a été entendu: plus de 12 000 personnes se sont retrouvées le 1^{er} avril sur la Place fédérale à Berne: médecins et assistantes médicales, membres de leurs familles, patientes et patients, tous ont manifesté pour une médecine de famille forte. La pétition contre l'affaiblissement de la médecine de premier recours et contre la pénurie menaçante de médecins de premier recours, qui s'adresse au Parlement et au Conseil fédéral et a recueilli plus de 300 000 signatures, a été déposée au Palais fédéral ce même 1^{er} avril.

On peut d'ores et déjà l'affirmer: la forte présence des médias et l'immense intérêt qu'a suscité la situation catastrophique des généralistes ont éveillé l'attention des responsables politiques.

La FMH a pris fait et cause pour la manifestation et les objectifs qu'elle visait, ce qui était essentiel à nos yeux et nous réjouit beaucoup. Dans son allocution, le président Jacques de Haller s'est solidarisé avec les médecins de famille alors que le Comité central était présent sur place presque au complet. Que tous les confrères de l'Elfenstrasse qui nous ont épaulés soient ici vivement remerciés de leur soutien!

Le corps médical suisse a donné là un signal fort. Non seulement les médecins de premier recours, mais aussi de nombreux spécialistes ont fait le voyage de Berne le 1^{er} avril. La solidarité qui s'est ainsi clairement manifestée nous remplit de courage pour l'avenir. Dans le même temps, cette solidarité nous engage à repenser nos rôles et nos positions au sein du système de santé. Comment allons-nous défendre nos intérêts à l'avenir: ensemble en recherchant un dénominateur commun, ou de manière

autonome, chacun se concentrant sur les concessions spécifiques qui peuvent être faites dans sa spécialité? Faudra-t-il, pour rester efficaces sous l'égide de la FMH, développer une nouvelle culture du dialogue permettant de définir en commun les stratégies nécessaires?

Plus que jamais après ce 1^{er} avril, il convient d'éviter une scission de la FMH. En vue de défendre nos intérêts vis-à-vis de l'extérieur, notamment en matière de formation prégraduée, postgraduée et continue, mais aussi pour tout ce qui concerne la place et le rôle des médecins et la politique au sens large, il nous faut une organisation professionnelle forte et unie. Il va de soi que, pour préserver une large unité dans nos rangs, nous devons nous consulter et débattre, tenter de résoudre les problèmes ensemble et parfois réviser nos opinions. Sortons donc de nos tranchées, affrontons-nous ouvertement afin de trouver des solutions qui soient dans l'intérêt de tous! Après avoir aisément rempli la Place fédérale, nous allons unir nos efforts pour donner corps à nos revendications.

Mes remerciements vont à l'ensemble de nos collègues qui se sont rendus à Berne le 1^{er} avril, médecins de premier recours et spécialistes confondus. Nous avons, je le répète, lancé un signal fort pour l'avenir et nous continuerons à œuvrer de concert afin de réaliser nos objectifs en faveur d'un corps médical fort.

Hansueli Späth, président de la Société suisse de médecine générale

1 Späth H. Des signes qui ne trompent pas! Bull Méd Suisses 2005;86(48):2636.

Information de dernière minute: enfin une bonne nouvelle!

Nous avons le plaisir de vous informer que le Comité directeur de TARMED Suisse a enfin, dans sa séance du 11 avril dernier, adopté

une réglementation visant à indemniser correctement les «consultations pressantes». Cette nouvelle réglementation devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le Service tarifaire de la FMH